



HAL
open science

Qu'est la gauche devenue? Comprendre les dynamiques électorales des Alpes Maritimes

Pierre Olivier Salles, Aurélia Troupel, Jean de Pena

► To cite this version:

Pierre Olivier Salles, Aurélia Troupel, Jean de Pena. Qu'est la gauche devenue? Comprendre les dynamiques électorales des Alpes Maritimes: Version 1. Pierre Mayance; Joël Gombin. Droit(es) aux Urnes en Région PACA, L'Harmattan, <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=30238>, 2010, Cahiers Politiques. hal-00472294

HAL Id: hal-00472294

<https://hal.science/hal-00472294>

Submitted on 10 Apr 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QU'EST LA GAUCHE DEVENUE ? COMPRENDRE LES DYNAMIQUES ELECTORALES DES ALPES-MARITIMES

Jean De Pena

Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, CSPC†

Pierre-Olivier Salles

Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence

Aurélia Troupel

Université Montpellier I, CEPEL, UMR 5112, CNRS

Les résultats des élections présidentielles et législatives de 2007 semblent bien à nouveau consacrer le département des Alpes-Maritimes (06) comme étant le « pays des conservateurs¹ ». En effet, au deuxième tour des élections présidentielles, Nicolas Sarkozy y obtint son meilleur score national avec 68 % des suffrages. Quelques semaines plus tard, ce sont sept députés de la majorité présidentielle qui furent élus dès le premier tour des élections législatives, rejoints au second tour par deux de leurs pairs, donnant ainsi à ce département une coloration politique uniforme.

De nombreuses explications spontanées pourraient expliquer ce tropisme dextriste : territoire historique de villégiature aristocratique² puis d'implantation touristique, espace résidentiel attirant de nombreux retraités, la « French Riviera » serait le lieu de convergence de populations à fort patrimoine, vieillissantes ou consommatrices d'activités de luxe dans des lieux à renommée internationale (la Croisette à Cannes, la Promenade des Anglais, etc.). Ces individus tendraient ainsi quasi mécaniquement à exprimer des préférences pour les partis situés à la droite de l'échiquier politique. Ce territoire voterait également massivement pour l'extrême droite, ce que semble attester le fait que Jean-Marie Le Pen y ait enregistré son meilleur score départemental au premier tour des élections de 2002 (26 %).

Pourtant, si nous plaçons l'analyse dans une perspective historique et localisée, la réalité politique paraît plus contrastée. Il est par exemple possible de noter qu'en 1965 François Mitterrand l'emporta sur le Général de Gaulle à Nice. Aux législatives de 1973, le Parti Communiste était également le premier parti du département avec 25,7% des suffrages et un député niçois – Virgile Barel³ – élu dans la première circonscription. A cette époque, le PC occupait même les mairies d'un certain nombre de villes aujourd'hui associées au luxe ou au tourisme, comme Vallauris, Beausoleil ou encore Grasse.

Cet article invite à une analyse historique et territorialisée de l'espace électoral maralpin. Il a pour ambition de proposer des éléments d'analyse propres à appréhender les logiques à l'œuvre dans les processus d'érosion des forces de gauche et de basculement politique qui s'opère au début des années quatre-vingt. Depuis une approche d'inspiration écologique, nous proposerons donc une étude se voulant exploratoire en raison de la multiplicité des entrées possibles pour analyser des phénomènes aussi complexes que l'érosion du vote communiste ou l'essor du Front National. Notre contribution se veut avant tout une invitation à prendre en compte, dans l'analyse électorale, tous les éléments qui concourent à la formation d'un « milieu partisan⁴ » sur lequel des forces politiques peuvent affirmer une dynamique

¹ Jacques BASSO, « Au pays des conservateurs », *L'Express*, 25 février 1995.

² Sur les origines aristocratiques du tourisme azuréen, voir Marc BOYER, *L'invention de la Côte d'Azur*, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2002.

³ Virgile Barel a été député des Alpes Maritimes à trois reprises : entre 1936 et 1951, entre 1956 et 1958 et entre 1967 et 1978.

⁴ Frédéric SAWICKI, *Les réseaux du Parti Socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

d'implantation⁵. C'est pourquoi nous avons privilégié une approche empruntant plus à la recherche historique et sociologique, qu'à l'usage systématique d'outils quantitatifs⁶.

Notre travail se base sur l'analyse d'un échantillon représentatif de cinquante-quatre communes⁷. Cette sélection fut nécessaire du fait du nombre élevé de communes dans le département (163), ainsi que par la nature du travail de récolte des données effectué. En effet, nous avons rassemblé et traité les résultats électoraux des principales forces politiques (droite gaulliste, centre-droit, socialistes, communistes et Front National), dans ces communes, lors des scrutins législatifs et présidentiels, entre 1962 et 2007, à partir des archives du quotidien *Nice Matin*. Le traitement de ces résultats, par la constitution de groupes de communes ou par l'établissement de corrélations, a permis d'appréhender avec plus de finesse les contrastes géographiques dans l'implantation des diverses forces politiques de gauche et de droite, et l'ampleur des évolutions électorales ayant affecté l'espace azuréen ces cinquante dernières années.

LES LOGIQUES HISTORIQUES D'IMPLANTATION DE LA GAUCHE DANS LES ALPES-MARITIMES

L'implantation de la gauche dans les Alpes-Maritimes est politiquement et territorialement différenciée. Outre un radicalisme ancien que nous retrouvons dans les zones de Vence et Grasse, marqué par une grande souplesse de positionnement et d'alliances jusqu'aux années 1960⁸, la gauche n'a véritablement émergé dans le département que dans les années 1920. À la différence du Var, caractérisé par la force d'un milieu partisan « rouge » qui se constitue dès le XIX^e siècle⁹, le socialisme n'émerge que tardivement dans les Alpes-Maritimes, au début du siècle, et de manière assez localisée, autour de Cannes, Antibes ou Grasse. Après la scission de 1920, c'est le Parti Communiste Français (PCF) qui dominera le champ électoral de la gauche jusqu'aux années 1970.

Le Parti communiste dans les Alpes-Maritimes : une sociologie plurielle

Durant plusieurs décennies, le PCF a pu se développer et enregistrer des scores tout à fait significatifs. À titre d'exemple, le parti obtient 17,5 % des voix aux législatives de 1936 (et ses deux premiers députés), 39,2 % en 1946, 33,8 % en 1956, 25,6 % en 1968, 20,1% en 1978¹⁰. Jusqu'aux années 1970, il a ainsi obtenu des résultats supérieurs à sa moyenne nationale. Outre leurs députés, les communistes assoiront une assise locale à travers leurs conseillers généraux (au nombre de dix en 1945, ce qui leur permet de prendre éphémèrement la présidence du Conseil Général). Le PCF conserve aujourd'hui quatre sièges de

⁵ Une sociologie fine des logiques politiques à l'œuvre dans l'ensemble du département reste cependant à faire. Si ce travail impliquerait la réalisation d'une recherche socio-historique d'ampleur, elle semblerait cependant nécessaire à la compréhension de mécanismes d'affiliations et d'allégeances complexes basés sur des formes de sociabilité politique classiques en Méditerranée. À titre d'exemple, l'évolution des pratiques électorales niçoises au XX^e siècle ne pourrait être appréhendée avec justesse sans une analyse fine du « système Médecin » qui domina la vie politique entre 1928 et 1990.

⁶ Le recours à une démarche quantitative complémentaire a aussi pâti de la faiblesse numérique des ressources documentaires et des publications académiques à disposition sur la question dans les Alpes-Maritimes. Un important travail préalable de collecte de données a dû être mené afin de reconstituer une cartographie politique du département.

⁷ Ces communes ont été sélectionnées à partir de critères géographiques et démographiques. Notre groupe de communes représente 90 % de la population du département. Il comprend aussi bien les principales localités du département que de petites communes éparpillées sur le territoire départemental. Nous avons de plus systématiquement sélectionné des communes dans chaque canton afin d'assurer la représentation d'un arrière-pays très peu peuplé – plus de 90 % de la population maralpine habite le littoral ou le proche moyen-pays – mais géographiquement très étendu.

⁸ Les radicaux furent ainsi intégrés dans les coalitions d'intérêt local mises en place par Jean Médecin, comme en témoigne l'alliance entre son mouvement local, le Rassemblement Républicain, et Emile Hugues, député radical, maire et conseiller général de Vence. Comme le rappelle Pierre Tafani, l'entrée en politique de Jacques Médecin passera par son intégration dans l'équipe d'E. Hugues : cf. Pierre TAFANI, *Les clientèles politiques en France*, Editions du Rocher, Monaco, 2003, p. 163.

⁹ Frédéric Sawicki, *op. cit.*

¹⁰ Audrey GARINO, « Le Parti Communiste dans les Alpes Maritimes depuis 1936 », Mémoire de M1 Science Politique, 2005-2006, sous la direction de Jean-Philippe Heurtin, Université de Nice.

conseiller général¹¹. Ils parvinrent aussi à conquérir un certain nombre de municipalités importantes qu'ils conservèrent, pour certaines, plusieurs années (Contes, Drap, La Trinité, Vallauris, Beausoleil, Grasse, Breil...).

Si nous observons les résultats du parti dans les années 1960, nous pouvons identifier des zones de force qui se distribuent autour de trois grandes zones géographiques : les communes de la vallée du Paillon (Contes, La Trinité, L'Escarène) jusqu'aux quartiers Est de Nice (Riquier, Bon Voyage)¹² ; la vallée du Var (Carros, St Martin du Var, Gilette) ; les cantons de Roquesteron et Puget Theniers (Cuebris, Roquesteron). A cela, il faut ajouter certains espaces d'implantation plus singuliers : Vallauris-Biot, ou Roquebilière-Lantosque. Sur ces territoires, le score de Jacques Duclos, candidat du Parti communiste français (PCF) à la présidentielle de 1969, dépassait ainsi largement 30 % des suffrages exprimés (contre 23,2 % sur l'ensemble du département et 21,3 % sur le territoire national).

Même si un travail localisé de recherche sur l'assise sociologique de l'implantation historique du PCF reste à faire, il semble que celle-ci présente des caractéristiques plutôt hétérodoxes par comparaison avec les profils alors dominants des cadres communistes. Une rapide sociographie des dirigeants communistes des années 1930 reflète assez bien la diversité des territoires de conquête du parti. Ici, le processus d'ouvriérisation des cadres du parti exposé par Bernard Pudal ne semble pas avoir été la norme¹³. A l'image de leur chef de file, l'instituteur niçois Virgile Barel, les figures dirigeantes du PCF maralpín semblent refléter les caractéristiques sociales d'une base électorale plurielle. Jean Laurenti et Henri Pourtalet sont horticulteurs, Albert Robini employé aux P.T.T., Laurent Spinelli instituteur, Virgile Corbani pâtissier¹⁴. Les compositions professionnelles des listes électorales municipales reflètent la même tendance : en 1935, sur le total des candidats communistes dans les sept villes de plus de 10 000 habitants du département, nous retrouvons seulement 28 % d'ouvriers, contre 27,6 % d'employés, et 15,3 % de commerçants¹⁵. Contrairement au Parti communiste national, dirigé à cette époque par une « élite ouvrière », la section des Alpes-Maritimes recrute ses cadres dans un milieu social élargi.

Il semble ainsi possible de restituer les logiques sociales qui assureront son implantation pendant plusieurs décennies. Tout d'abord, il apparaît que la géographie du vote communiste épouse la carte des zones industrielles et des zones où réside majoritairement une population travaillant dans le secteur secondaire. Si les Alpes-Maritimes n'ont jamais été un département dans son ensemble très industrialisé (il fut assez tôt tertiarié, en lien avec le développement du tourisme dès la fin du XIX^e siècle¹⁶), il existait néanmoins des espaces localisés d'implantation industrielle, comme les cimenteries à Contes, la poterie à Vallauris, et la parfumerie à Grasse.

Cependant, le recrutement social du PCF s'opérait sur des bases plus larges que la seule population ouvrière de l'industrie. Une analyse de l'histoire sociale des quartiers niçois de Riquier et Pasteur-Bon Voyage, terres d'élection du député communiste Virgile Barel, nous donne des indications sur le milieu social populaire qui habite l'Est niçois¹⁷. Quartiers initialement envisagés comme « utilitaires », à savoir destinés à accueillir les industries indésirables, les dépôts de toutes sortes, et les populations qui y travaillaient, ces lieux ont vécu une poussée démographique importante, supérieure à la croissance de la ville de Nice, dans la première moitié du XX^e siècle. Certes, les ouvriers des grandes industries

¹¹ Marius Papi (canton de Carros), Francis Tujague (canton de Contes), Jacques Victor (Canton de Nice 3) et Noël Albin (canton de l'Escarène).

¹² Cependant, pour Nice, nous pouvons émettre l'hypothèse que la politique du logement pratiquée sous l'aire Médecin a freiné l'implantation dans l'agglomération niçoise d'une population pouvant potentiellement voter à gauche. Les logements sociaux sont en effet majoritairement, et souvent discrétionnairement attribués aux niçois de souche (ou assimilés de longue date) et à l'entourage de la majorité municipale. « Les autres, (...) demandeurs démunis de piston, (...) ont pour seule ressource d'aller vivre dans une commune de la banlieue communiste ou socialiste » (Cf. P. TAFANI, *Les clientèles politiques en France, op. cit.*, p. 186).

¹³ Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989.

¹⁴ Ces militants sont membres du Bureau Régional du PCF en 1937 ou 1938, exceptés Barel et Pourtalet qui sont députés du Front Populaire.

¹⁵ D'après les statistiques établies par Jean-Rémy BEZIAS, *Le communisme dans les Alpes Maritimes. 1920-1939*, Nice, Ed. Serres, 1988.

¹⁶ Si nous prenons le cas de Nice, en 1914, 40 % de la population vivait déjà du tertiaire. Cf. Pierre TAFANI, *Les clientèles politiques en France, op. cit.*, p.153.

¹⁷ Voir Françoise GERMAIN-MUSSO, « Une étape dans l'urbanisation de la vallée du Paillon. Pasteur-Bon Voyage : la transformation d'une banlieue campagnarde », *Recherches Régionales*, 1^{er} trimestre 1975 ; et Dominique CALBO, « Les mutations d'un quartier laborieux. Riquier-Ste Agathe », *Recherches Régionales*, 1^{er} et 2^e trimestre 1980.

(Manufacture de Tabac, usine à gaz) ou liés à l'économie du transport (autour de la gare St Roch) forment une part importante de la population « laborieuse », mais minoritaire dans le secteur secondaire (18,7 % à Riquier en 1968) par rapport aux artisans semi-industriels ou travaillant dans la construction (qui emploie près de 50 % des travailleurs du secondaire en 1968 dans le même quartier). A ces travailleurs s'ajoutent les petits employés (tramway,...), pour former un milieu populaire essentiellement jeune, masculin et célibataire dans les années 1920-1930. Par ailleurs, cette population est fortement marquée par l'immigration italienne, qui représente un quart des populations de Riquier et Pasteur-Bon Voyage en 1926. Or souvent les Italiens, dont certains sont des militants politiques ayant fui le fascisme, et travaillant dans le bâtiment ou l'hôtellerie, eurent un rôle important dans l'organisation des mobilisations ouvrières et des grèves après la 1^{ère} Guerre Mondiale¹⁸.

A Nice, le PCF a également bénéficié de l'ancrage territorial de ses *leaders*. En effet, la vie politique niçoise a en partie été structurée jusqu'aux années 1990 par une opposition entre *nissart*¹⁹ et non niçois. Cette opposition, entretenue par Jean et Jacques Médecin, a été le ciment de la constitution et de la pérennisation des réseaux médecinistes. Comme le note Pierre Tafani, la mainmise des niçois « de souche » sur la vie politique municipale « a engendré d'étranges complicités souterraines, comme celles qui reliaient les Médecin aux dirigeants communistes. Les premiers, grands pourfendeurs de l'idéal des seconds, manifestaient à l'occasion quelques faiblesses à leur égard, parce qu'ils étaient niçois de souche. Ils n'hésitaient pas à leur adresser la parole dans leur langue commune en pleine assemblée communale, ce qui avait pour effet d'exclure du débat une bonne partie des élus de la droite comme de la gauche non communiste²⁰ ». C'est ainsi que l'élection de Barel en 1967 a été en partie attribuée au soutien discret de J. Médecin afin de bloquer l'avancée gaulliste dans le département.

Au niveau départemental, l'ancrage du PCF fut aussi conséquent en milieu agricole. Ainsi, historiquement, le parti a inclus dans ses dirigeants des militants issus de ce secteur d'activité, actifs notamment dans l'horticulture, où travaillent de nombreux salariés. L'horticulture fut du début du XX^e siècle jusqu'aux années 1970 une activité assez prospère, liée aux industries aromatiques et de parfumerie de Grasse. Elle concernait 3 000 ouvriers permanents et leurs familles, et un nombre équivalent de saisonniers²¹. Concentrée avant tout sur « les espaces restreints de la zone littorale », « la partie vivante et dynamique de l'agriculture des Alpes-Maritimes » se développe donc avant tout à proximité des centres urbains et non dans le Moyen ou le Haut Pays²². Il est possible que cette connexion favorisa le développement du syndicalisme et sa proximité avec le militantisme communiste, comme en témoigne la présence au sein du bureau régional du PCF de Jean Laurenti, horticulteur, fondateur et dirigeant de l'Union Départementale des Paysans-Travailleurs²³. Là encore, l'importance des Italiens se fait ressentir puisqu'ils sont aussi présents en zone rurale pour travailler dans les activités agricoles. En effet, à partir de l'exemple de la ville de Valbonne en 1951, Bernard Kayser conclut que « la société rurale valbonnaise est une société à majorité importante de salariés²⁴ », et que ce phénomène se retrouve dans nombre de communes du département, de manière contradictoire avec « l'image si souvent encore présentée de la paysannerie française petite et moyenne propriétaire et exploitante²⁵ ».

Enfin, il faut noter une présence ouvrière en milieu rural favorable au vote communiste. C'est par exemple le cas de l'installation de cimenteries et de carrières au nord de Nice (Lucéram ou Peille), qui favorisa l'implantation dans ces bassins ruraux d'une population ouvrière relativement importante en nombre.

¹⁸ Jean-Rémy BEZIAS, *op cit.*

¹⁹ « niçois » en patois.

²⁰ Sous Jean et Jacques Médecin, les permanents du secrétariat des élus du PCF étaient payés directement par la mairie par l'intermédiaire du bureau des adjoints. Voir P. TAFANI, *Les clientèles politiques en France, op. cit.*, p. 155.

²¹ Gérard de RAVEL D'ESCLAPON, « Regards sur l'horticulture azurienne », CIHEAM, 1971, <http://ressources.ciheam.org/om/pdf/r10/CI010407.pdf>

²² Bernard KAYSER, « Economie et mobilité de la population dans les villages péri-urbains de la Côte d'Azur », *Revue économique*, vol. 11, n° 3, mai 1960.

²³ Qui joua en milieu rural un rôle important dans la mobilisation communiste des paysans. Voir Philippe GRATTON, « Le communisme rural en Corrèze », *Le Mouvement Social*, n° 67, avril-juin 1969.

²⁴ Ouvriers agricoles, fermiers, propriétaires journaliers.

²⁵ Bernard KAYSER, « Aspects sociaux de la crise agraire : propriété et exploitation à Valbonne », *Revue Economique*, vol. 4, n° 1, janvier 1953.

Les difficultés d'implantation du socialisme maralpin

Avant le Congrès de Tours, le socialisme était historiquement faible dans les Alpes-Maritimes et géographiquement localisé dans l'arrondissement de Grasse. La scission de 1920 affecta localement la SFIO, le nouveau Parti Communiste conservant deux tiers de ses membres. Il ne put ensuite jamais véritablement s'implanter et se constituer des bastions. Ainsi, dans les années 1960, aux élections législatives, les résultats des candidats socialistes étaient très inférieurs aux résultats nationaux²⁶. Pour ce qui est de l'élection présidentielle de 1965, le score de François Mitterrand au premier tour semble très largement dépendre des voix communistes, si l'on considère la corrélation très significative de 0,9 entre ce vote et celui en faveur de Jacques Duclos en 1969. Pour ce même scrutin, il convient d'ailleurs d'expliquer le très bon résultat de second tour pour le candidat de la gauche (49,5 %). En effet, ces résultats peuvent en partie s'expliquer par l'impact politique et démographique de l'arrivée de 40 000 rapatriés d'Algérie dans les Alpes-Maritimes, dont la moitié s'est installée à Nice²⁷. Or cette population, et les forces politiques qui les soutiennent et les encadrent (principalement le Rassemblement Républicain de Jean Médecin), se retrouve dans l'affirmation d'un anti-gaullisme qui s'incarnera tout au long de la décennie par des oppositions localisées au sein de la droite, entre gaullistes et non gaullistes²⁸. En certaines occasions, la gauche tirera profit de cet affrontement et du vote anti-gaulliste d'une partie importante des rapatriés²⁹. Ainsi aux présidentielles de 1965, le score élevé de Tixier-Vignancourt dans le département (12,5 %), et à Nice (15 %), semble avoir profité au second tour à Mitterrand. Nous trouvons en effet une corrélation de 0,6 entre la progression du candidat socialiste entre les deux tours et le vote Tixier. Les résultats de la gauche non communiste en cette période dépendent aussi d'une configuration locale particulière, d'autant plus qu'il n'existe pas vraiment de structuration et d'encadrement du courant socialiste. Les élus de la SFIO sont alors intégrés dans le système de loyautés mis en place par Jean puis Jacques Médecin. Depuis son élection en 1928, Jean Médecin s'était employé à asseoir sa majorité municipale sur une coalition élargie dépassant les clivages politiques. S'il s'appuie principalement sur le patriciat niçois, il conduit également une politique populaire en direction du « petit peuple³⁰ ». Lors des élections législatives de 1932, Jean Médecin est élu avec le soutien des journaux locaux, de droite comme de gauche. Après guerre, il adhère à l'Union démocratique et socialiste de la Résistance de François Mitterrand, avant de revenir vers le centre de Jean Lecanuet. Jusqu'en 1973, Jacques Médecin continua, dans la lignée de son père, à baser son pouvoir municipal sur des alliances politiques élargies, son conseil municipal allant de la droite anti-gaulliste à la gauche socialiste³¹.

Nous pouvons également émettre l'hypothèse que la structuration et l'encadrement du courant socialiste en terre niçoise sont rendus d'autant plus difficiles que la mairie a la mainmise sur l'ensemble du tissu associatif local, laissant peu de place à un travail militant au cœur des quartiers³².

Malgré les difficultés départementales que rencontre une gauche minoritaire, le tableau politique de l'espace azuréen laisse donc entrevoir dans les années 1970 une certaine pluralité et vient contredire l'image d'un département « monocouleur » et massivement conservateur. Certes, il existe des zones extrêmement favorables à la droite sur le littoral et surtout dans un arrière-pays rural, en voie de désertification (à l'exception des zones d'implantation proches des stations de ski – Isola 2000, Auron,

²⁶ Par exemple en 1973, les cinq candidats socialistes obtiennent 13 % des voix sur cinq circonscriptions (pas de candidat direct sur celle de Cannes), contre 21 % au niveau national.

²⁷ Dominique OLIVESI, « L'utilisation des rapatriés dans les Alpes-Maritimes (1958-1965) », 2002, Institut d'Histoire du Temps Présent, <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article368&lang=fr>

²⁸ Dominique OLIVESI, « Guerre politique et idéologique dans les Alpes-Maritimes (1958-1962) », 2002, Institut d'Histoire du Temps Présent, <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article364&lang=fr>.

²⁹ Il convient cependant d'éviter toute généralisation sur l'électorat pied-noir, qui comme l'a souligné Emmanuelle Comtat, est un électorat hétérogène. Voir Emmanuelle COMTAT, « La question du vote pied-noir », *Pôle Sud*, n°24, 2006.

³⁰ Pierre TAFANI, *Les clientèles politiques en France*, op. cit.

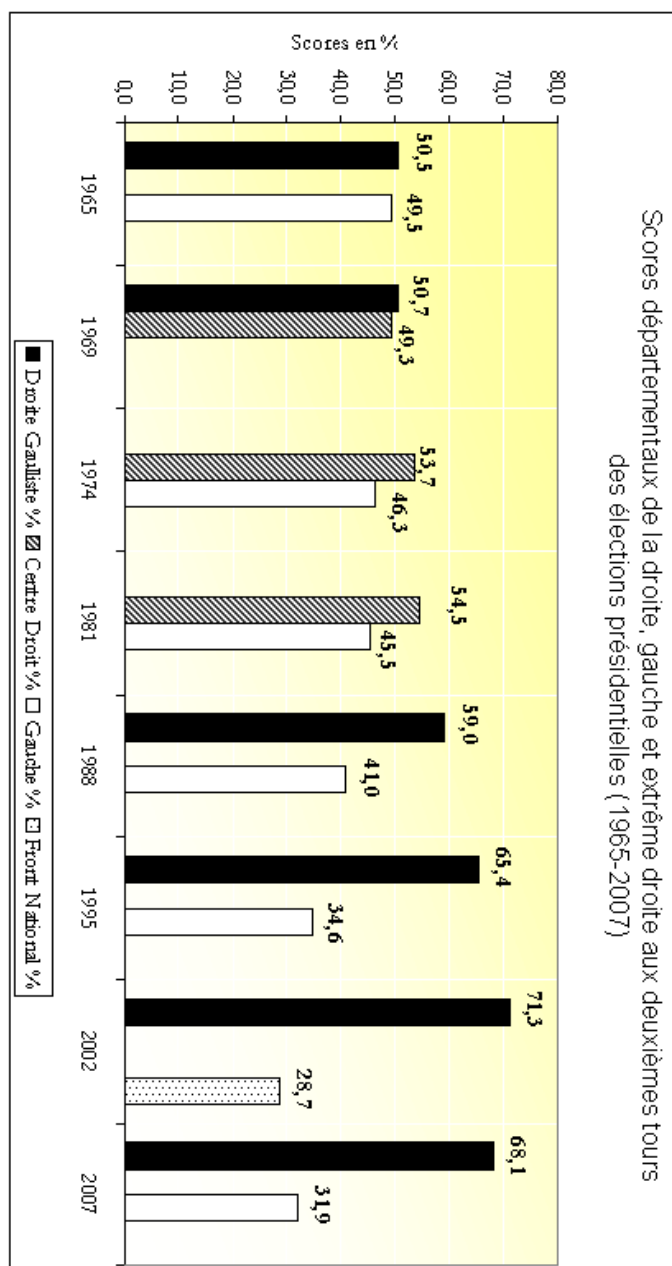
³¹ Sébastien FRANCO, « La faiblesse de la fédération des Alpes-Maritimes du Parti Socialiste depuis 1979 », mémoire de DEA Politique en Europe, sous la direction de Laurent Bouvet, 2003-2004, Université de Nice.

³² Comme le note également Pierre TAFANI, « les associations communautaires sont aidées, encouragées et agrégées directement à l'équipe municipale, par le biais de leurs principales personnalités. Il s'agit surtout de Corses, des rapatriés, des Arméniens, et même des Juifs dont Jacques Médecin a essayé de vaincre les réticences à son égard, en fondant SOS Israël, et en contrôlant la section locale de la Licra. » Cf. Pierre TAFANI, *Les clientèles politiques en France*, op. cit., p. 173.

Valberg, Beuil...). Mais la gauche possède des zones de force non négligeables et est majoritaire en voix dans des villes qui sont aujourd'hui associées à un vote conservateur très élevé³³.

Pourtant, à partir de 1974, les Alpes-Maritimes, comme le Var, vont systématiquement donner au second tour des présidentielles un avantage de plus en plus conséquent au candidat de la droite, quelles que soient les dynamiques nationales. Ainsi, entre 1974 et 1981, F. Mitterrand perd des points localement alors qu'il en gagne au niveau national. Dans notre corpus, le nombre de communes donnant une majorité absolue aux candidats socialistes diminue fortement : si vingt-deux communes donnèrent l'avantage à F. Mitterrand en 1974, elles ne furent plus que trois à montrer une préférence pour Lionel Jospin, et aucune ne vota majoritairement pour Ségolène Royal³⁴. Nous constatons donc un basculement électoral intervenant à la fin des années 1970 et qui inaugure un processus continu de régression des votes de gauche. L'élection en 1981 de deux députés socialistes, Max Gallo et Jean-Hugues Colonna, ne doit pas masquer cette tendance de fond qui reste marquée jusqu'en 2007 (cf. graphique 1).

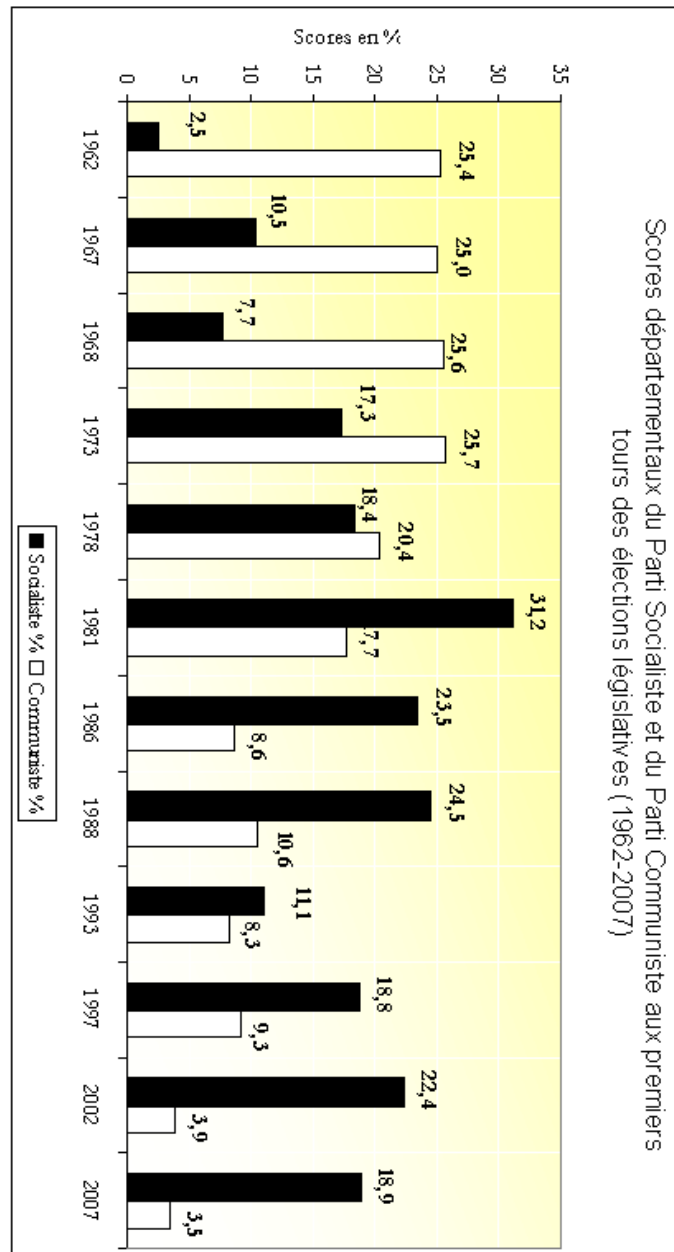
Graphique 1



³³ En 1974, François Mitterrand obtient 51,8 % des voix à Biot, 56,6 % à Vallauris, 50,2 % à St Martin Vésubie, 50,8 % à St Laurent du Var...

³⁴ Sur la centaine d'autres communes non sélectionnées, moins d'une dizaine plébiscitèrent la candidate socialiste.

Graphique 2



LES RAISONS D'UN BASCULEMENT

Il semble, comme le soulignait Frédéric Sawicki à propos du Var, que le recul de la gauche dans les Alpes-Maritimes provienne plus de l'effondrement du Parti Communiste que d'un repli du Parti Socialiste. Car si le PCF régresse dans toutes les communes étudiées en nombre de voix (- 92 413 voix entre les législatives de 1978 et 2007) et en points, le Parti Socialiste perd peu de voix (- 1 939 voix) et progresse même légèrement en points (cf. graphique 2).

Evolutions territoriales et désagrégation du milieu communiste

Ce déclin semble largement correspondre aux évolutions socio-démographiques ayant affecté le territoire maralpin depuis les années 1970, en raison d'un effet tourisme (au détriment des activités industrielles) et d'un double effet résidentiel : héliotropique (augmentation de la part des retraités) et lié à l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée (arrivée de cadres supérieurs). Pourtant, il serait incomplet d'en rester là et d'affirmer que l'affaiblissement du vote de gauche résulte d'une substitution mécanique d'un type de population à un autre. Il convient aussi d'examiner en quoi l'arrivée de ces nouvelles populations est concomitante à la transformation des activités économiques du territoire et à la déstructuration des milieux traditionnels d'implantation de la gauche. Le déclin de la gauche depuis les années 1970 ne semble ainsi pas mécaniquement lié à l'augmentation de la population électorale. La corrélation que nous avons établie entre la variation en points du vote de gauche entre 1974 et 2007 et du nombre d'inscrits sur les listes électorales n'est que de - 0,04, soit quasi nulle. De plus, c'est principalement le PCF qui se voit affecté par cette crise électorale, et si celle-ci est plus aiguë dans les Alpes-Maritimes (alors que les résultats locaux du parti étaient supérieurs à leur moyenne nationale, ils deviennent inférieurs à celle-ci à partir de 1988), elle n'en est pas moins générale du fait de transformations structurelles de la société française qui ont pu être analysées ailleurs³⁵. Mais il nous semble que dans le contexte maralpin ces évolutions affectant la base sociale du communisme se font beaucoup plus radicales du fait de l'évolution très rapide de l'économie et de la sociologie du territoire.

Sur la Côte d'Azur, le processus d'urbanisation est relativement tardif par rapport au reste du territoire national. Il est moins lié à une industrialisation qui touche peu de centres urbains, exceptés Cannes-Antibes, Nice et Grasse, qu'au développement du tourisme aristocratique³⁶. Le littoral, espace auparavant répulsif³⁷, est peu à peu organisé par la présence anglaise. Le tourisme s'y développe puis se massifie (passage d'une hôtellerie familiale aux grandes chaînes hôtelières). Il provoque également une augmentation des activités liées à la construction immobilière (construction de résidences secondaires). C'est à partir des années 1960 que ce processus s'accélère. L'arrivée des rapatriés, ainsi que des retraités, amorce une urbanisation majoritairement résidentielle (à la différence du Var où le littoral est avant tout soumis à la pression touristique), qui touche massivement le littoral, puis le moyen pays. L'économie de la Côte d'Azur devient alors largement une économie d'accueil, reposant sur le tourisme (75 000 emplois, soit 18 % de l'emploi total) et la construction. La population augmente ainsi de 64 % entre 1968 et 1999 (+393 000 individus, alors que le solde naturel du département est négatif), le nombre de résidences secondaires s'élève à 21 % du parc immobilier (contre 9 % au niveau national). Le littoral et le moyen pays accueillent 95 % de la population du département sur 6 % de sa superficie. De plus, depuis les années 1970 et la création du pôle d'activités de Sophia-Antipolis (21 500 emplois, dans des secteurs à forte valeur ajoutée), il convient de noter qu'une immigration de cadres supérieurs et de travailleurs qualifiés, jeunes, s'est installée dans le sud-ouest du département. Cette immigration représente aujourd'hui la majorité des flux d'arrivants.

Cette démographie galopante va produire des effets déstructurants sur certaines activités productives. Dans la conurbation azuréenne, la pression foncière s'exerce au détriment des activités horticoles et floricoles, dont nous avons vu qu'elles constituaient un secteur d'implantation du PCF. Ainsi, « le moyen pays passe rapidement d'une économie agricole à une économie centrée sur la valorisation de la rente foncière (...). Il est alors plus rentable pour les agriculteurs de vendre leurs terres plutôt que de continuer à les exploiter. Une partie du capital est réinvesti dans la création de commerces ou d'entreprises du bâtiment³⁸ ». Par conséquent, les fonctions agricoles que remplissait le littoral disparaissent largement. Si Nice comptait un millier de producteurs de fleurs dans les années 1960, il n'en reste plus aujourd'hui qu'une cinquantaine.

³⁵ Voir Bernard PUDAL, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002 ; ou Julian MISCHI, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti Communiste Français », in Françoise HAEGEL (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

³⁶ Loïc ROGNANT, « La submersion de la Côte d'Azur : touristisation et urbanisation », *Recherches Régionales*, avril-juin 1987.

³⁷ Car territoire de marécages, inhospitalier, et vulnérable aux *razzias* et expéditions armées diverses. C'est pour cette raison que les populations habitaient les villages « perchés » et l'intérieur du pays.

³⁸ Gabriel JOURDAN, « Ville automobile et planification urbaine. Le cas de la Côte d'Azur », GIR Maralpin, 2003, http://www.gir-maralpin.org/conferences/conferences_fichiers/ConfJourdan302.pdf

Ces filières floricoles étaient en partie articulées et intégrées dans les filières de production liées aux industries aromatique, et de parfumerie, présentes dans le pays grassois. Elles représentaient un réservoir de voix non négligeable pour le PCF (en 1969, Jacques Duclos obtient 29 % des voix à Mouans Sartoux, 24 % à Grasse, 36 % à la Roquette sur Siagne, 26 % à Mougins). Or, si ces industries se sont maintenues, voire développées, le tissu productif parfumeur s'est sensiblement transformé, fragilisant les possibilités de maintien de réseaux communistes. Le lien entre le territoire et le tissu productif devient ainsi problématique. La quasi-disparition des cultures florales autour de Grasse, le recours massif aux importations, et la délocalisation des activités d'extraction et de conditionnement ont ainsi segmenté la filière, provoquant un rétrécissement des activités³⁹. De plus, l'augmentation du nombre d'entreprises sur le site est largement attribuable à la croissance des P.M.E., au détriment des entreprises de plus de 100 salariés. Or, la syndicalisation est rendue plus difficile par la faible taille de l'entreprise. Les évolutions technologiques travaillent aussi dans le sens de la désouvriérisation. La filière exige de plus en plus « une élévation du niveau de qualification du fait des exigences de certification et de la diversification dans les arômes alimentaires. A cela, il faut ajouter l'automatisation croissante des processus de production qui entraîne une réduction du personnel⁴⁰ ».

A ces transformations du tissu productif horticole et floricole, s'ajoutent des processus plus classiques de désindustrialisation affectant les industries lourdes. Joseph Martinetti parle ainsi de la « désindustrialisation des fonds de vallée » pour évoquer les raisons de l'érosion de l'électorat communiste dans la vallée du Paillon⁴¹. Ici aussi, nous pouvons constater une diminution de la part des ouvriers dans la population active (- 19,5 % dans le canton de Contes). Or, ces processus se conjuguent avec les évolutions territoriales évoquées précédemment. Ainsi, à propos de la population de la vallée du Paillon, « la périurbanisation niçoise menace la composition sociologique de ces territoires en substituant à l'électorat traditionnel des classes moyennes et supérieures en quête d'un habitat individuel devenu inabordable sur le littoral⁴² ». Ainsi, Contes, qui donna 56 % des voix à la gauche en 1974, et 65 % à la droite en 2007, a-t-elle vu sa population augmenter de 67,8 % entre 1982 et 1999. Au dernier recensement, en prenant en compte la période 1990-1999, le nombre de retraités s'était accru de 21,6 %. Au niveau de la population active, l'augmentation du nombre d'employés atteignait 38,4 %, des professions intermédiaires 37,5 %, et celle des cadres et professions intellectuelles supérieures 33,3 %. Parallèlement, le nombre des ouvriers diminuait de 7,3 %. 68 % des actifs travaillaient dans une autre commune (+ 40,7 % par rapport à 1990), et si ce taux était de 40 % chez les ouvriers, il atteignait 67,7 % chez les employés et 80 % chez les professions intermédiaires. Ces indicateurs semblent attester de l'existence d'un phénomène de périurbanisation, même si ce processus est certainement loin d'être homogène et d'affecter les communes aux périphéries des unités urbaines de la même manière.

L'extension de la fonction résidentielle dans la société azurienne s'accompagne ainsi souvent de la déstructuration du milieu communiste traditionnel. A Riquier, la désindustrialisation des activités sur lesquelles s'était développé le prolétariat de l'Est niçois s'accompagne d'une poussée résidentielle, et de la construction d'immeubles de *standing* qui viennent remplacer les entrepôts et petites manufactures. Ceci contribue à l'éviction des activités industrielles hors de la ville. Dès lors, c'est surtout l'implantation d'Habitations à loyer modéré (HLM) dans certains quartiers (Bon Voyage, les Moulins, l'Ariane) qui permet d'assurer le maintien d'un vote de gauche majoritaire comme en témoigne l'analyse des résultats dans les bureaux de vote niçois au second tour des élections présidentielles de 2007.

Sur le littoral, un autre exemple peut nous être donné par le cas de Vallauris, où, selon le recensement INSEE de 1999, résident 26,8 % de retraités (la moyenne nationale étant de 22%) et où la population ouvrière diminue fortement (- 18 % entre 1990 et 1999), contrairement à celle des cadres et professions intellectuelles supérieures (+ 45 %). Nous pouvons émettre l'hypothèse que ce processus est le fait de la présence dans l'aire urbaine du parc d'activités de Sophia-Antipolis. Or, cette ville qui votait à 56,6 % pour François Mitterrand en 1974, a plébiscité Nicolas Sarkozy en 2007 par 68 % des voix.

³⁹ Jacques GARNIER *et alii*, « Les modes de transition du tissu productif régional en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une étude comparative de quatre sites », LEST, Aix en Provence, 2004, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/08/63/37/PDF/modestrans.pdf>

⁴⁰ J. GARNIER *et alii*, *op. cit.*

⁴¹ Joseph MARTINETTI, « Un département bleu... Azur, entre conservatisme et localisme », *Hérodote*, 2^e trimestre 2004.

⁴² *Idem*, p. 69.

Ceci nous permet d'ailleurs de souligner en quoi l'arrivée des jeunes cadres diplômés dans l'ouest du département ne semble pas véritablement avoir eu de répercussions en faveur de la gauche au niveau national. A Biot, où 22 % (+ 101 % en 9 ans) de la population fait partie de cette catégorie socio-professionnelle (13 % au niveau national), et où la gauche obtenait 51,8 % en 1974 (et le PCF 38,8 % en 1969), la droite a obtenu 67,7 % en 2007. Or, même si les villes situées dans la zone d'influence de Sophia sont pour un certain nombre d'entre elles dirigées par la gauche au niveau municipal, nous pouvons cependant constater que les cadres du privé affichent aux élections nationales une préférence marquée pour la droite.

Bastions communistes, bastions frontistes ?

Nous terminerons notre analyse du processus de « droitisation » des Alpes-Maritimes en abordant le cas du vote Front National, particulièrement élevé dans ce département⁴³. Dans l'hypothèse, assez répandue, d'un vote d'extrême droite reflétant l'expression populaire de la misère sociale, s'enracinant au cœur des cités urbaines déshéritées, il existerait logiquement un transfert de voix entre l'ancien vote communiste et le vote Front National. Cette idée, formalisée par le concept de « gaucholepénisme⁴⁴ », interviendrait ainsi comme élément explicatif du déclin des loyautés électorales communistes dans le département. Dans cette hypothèse, le ralliement électoral au parti d'extrême droite résulterait des conversions d'un électorat anciennement ancré à gauche, pour lequel le vote deviendrait un acte protestataire face à la dégradation de ses conditions sociales. Ce serait donc sur les anciens bastions populaires du PCF que se cristalliserait prioritairement l'émergence du vote FN.

Or, cette hypothèse ne nous semble que partiellement vérifiée dans le cas des Alpes-Maritimes. En établissant la liste des communes dans lesquelles le PCF faisait ses meilleurs résultats entre 1962 et 1973, et en la comparant aux communes où le FN était particulièrement bien implanté entre 1988 et 2002, nous notons que si certains ex-bastions du PCF sont aujourd'hui des zones où le FN fait ses meilleurs scores (Drap, La Trinité, Carros et Vallauris), celui-ci accomplit aussi des prouesses électorales dans des zones où le vote communiste a toujours été assez faible (Cannes, Cagnes, St Laurent du Var...). Il faut de plus remarquer que les corrélations que nous pouvons établir entre les votes PCF et FN ne démontrent pas de lien mécanique. Le coefficient s'élève à 0,29 lorsque nous comparons le score du PCF lors des élections présidentielles de 1969 avec celui du Front National en 2002 (alors qu'il est de 0,77 entre le PCF de 1969 et le PCF de 2002), ou encore à 0,22 si nous mettons en perspective les moyennes des pourcentages obtenus par le PCF aux législatives de 1962, 1968, et 1973, et celles des résultats du FN aux législatives de 1988, 1997, et 2002.

Ces chiffres semblent ainsi indiquer que, s'il existe une continuité entre ancien vote PCF et vote FN, de nombreuses communes échappent à cette règle⁴⁵. Par conséquent, la distribution sociale et géographique du vote FN semble plus complexe que la seule superposition sur les évolutions du vote communiste. Cela apparaît plus clairement si nous analysons les correspondances entre les deux types de vote lors de différentes échéances électorales. Ainsi, la comparaison du vote Tixier-Vignancourt en 1965 avec le vote Le Pen en 1988 laisse apparaître une corrélation assez élevée (0,6). Cette corrélation accredit l'idée d'une continuité au sein du vote d'extrême droite, indépendamment des évolutions du vote communiste. De plus, la corrélation quasi nulle entre les résultats (en %) de Georges Marchais en 1981 et ceux de Jean-Marie Le Pen en 1988 (-0,07) semble renforcer cette conclusion. Cependant, le vote d'extrême droite en 2002 (Le Pen et Mégret) est lui plus corrélé au vote Marchais (0,35) et moins au vote Tixier (0,25). Enfin, l'évolution en points du PCF entre 1988 et 2002, et celle du FN dans la même période montre une corrélation de -0,56. Ces chiffres montrent donc que jusqu'en 1988, l'émergence du Front National ne semble pas mécaniquement liée au dépérissement électoral du PCF, mais recoupe plutôt un vote d'extrême

⁴³ Le Front National y obtient des résultats systématiquement très largement supérieurs à la moyenne nationale aux scrutins présidentiels ou législatifs. De nombreux cadres du parti ont d'ailleurs essayé de faire du département leur terre d'élection, à commencer par leur président, Jean-Marie Le Pen, candidat aux législatives en 1993 dans la 3^{ème} circonscription.

⁴⁴ Pascal PERRINEAU, « La dynamique du vote Le Pen : le poids du "gaucholepénisme" », in P. PERRINEAU, C. YSMAL, *Le Vote de crise*, PFNSP, Paris, 1995.

⁴⁵ Notamment Nice et les villes du littoral, qui fournissent l'écrasante majorité de ses voix au Front National, car les plus densément peuplées.

droite plus traditionnel. La dynamique électorale du parti à partir de 1988 paraît en revanche se nourrir en bonne partie des défections des voix communistes.

Dans ce sens, il nous paraît plus intéressant de reprendre l'hypothèse formulée par Christophe Traïni qui a montré que, s'il existait en Paca une composante populaire importante dans le vote FN, l'essentiel de sa dynamique électorale ne résidait pas dans cette variable mais plutôt dans des logiques de vote de populations vivant de manière problématique les phénomènes de périurbanisation⁴⁶. Si une analyse détaillée de la dynamique électorale frontiste dans les Alpes-Maritimes reste à faire, le département semble cependant constituer un terrain pertinent pour tester cette hypothèse.

En effet, les Alpes-Maritimes ne présentent pas la même sociologie que des départements traditionnellement associés à une image de population à hauts revenus et de vote à droite. Si par exemple 30 % de la population active des Hauts-de-Seine est rangée derrière la catégorie socioprofessionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures, ce pourcentage est de 13 % dans les Alpes-Maritimes. En revanche, le département affiche une proportion d'employés supérieure à la moyenne nationale (34,9 % contre 28,8 %) et une inférieure d'ouvriers (18,6 % contre 25,6 %). Ainsi, si certaines zones concentrent des revenus élevés, les principales caractéristiques sociales de la population ne sont pas celles de l'appartenance à des milieux aisés. Cette réalité n'est d'ailleurs pas forcément propre à l'arrière pays rural, car nous pouvons constater que les ménages habitant l'agglomération de Nice-Côte d'Azur présentent « des revenus fiscaux plus faibles que ceux (...) de l'ensemble des ménages français⁴⁷ ». Or, cette situation est rendue problématique du fait de l'attractivité très forte du littoral qui, comme dans le cas d'un grand nombre de territoires provençaux, est soumis à une forte pression démographique. Cette vague d'immigration, liée à la spécialisation de l'économie maralpaine dans l'économie d'accueil, et notamment résidentielle, a des incidences territoriales et sociales assez fortes. En s'inscrivant dans une « économie centrée sur la valorisation de la rente foncière », le littoral et surtout le moyen-pays assistent à une « flambée des prix fonciers ». Ce modèle fortement consommateur d'espace, de manière peu régulée et planifiée, opérant sous la forme d'un « mitage généralisé des zones agricoles », se heurte à la fin des années 1980 à la raréfaction des ressources foncières disponibles⁴⁸. Ainsi, vivre dans la pauvreté ou dans des conditions modestes dans les Alpes-Maritimes semble plus difficile qu'ailleurs, notamment en raison du niveau élevé des loyers. Les aides publiques sont également moins importantes qu'ailleurs et le parc H.L.M. est très limité⁴⁹. De plus, nous avons vu que la dynamique démographique du département est largement portée par l'immigration. Au niveau économique, le « modèle niçois de développement post-touristique », basé sur l'offre d'emplois très qualifiés, et pas uniquement sur le site de Sophia-Antipolis, a pour caractéristique d'être profondément dualiste, « hors sol ». En effet, ce modèle « repose avant tout sur une dynamique sociale de la population à l'échelle nationale (à travers les migrations), non de l'emploi⁵⁰ ». Le territoire d'activité ne crée pas d'emplois de manière endogène, il dépend de l'implantation d'activités extérieures associée à la migration de travailleurs bénéficiant de hauts revenus. La conséquence de ce mode de développement est « une segmentation de la société elle-même⁵¹ », entre travailleurs « natifs », occupés dans des emplois secondaires ou tertiaires peu qualifiés, et les « immigrés » provenant d'autres régions françaises ou de l'Union européenne, qui généralement gagnent mieux leur vie et sont surtout présents dans les professions les plus modernes, qualifiées et attractives⁵². Nous assistons ainsi à « une stratification entre les emplois les moins qualifiés où la main-d'œuvre est nécessairement locale et les emplois les plus qualifiés où, compte tenu de l'offre de formation, les salariés sont de plus en plus souvent originaires d'autres régions⁵³ ».

⁴⁶ Christophe TRAÏNI, « L'épicentre d'un "séisme électoral". Le vote Front national en région PACA » in Christophe TRAÏNI (dir.), *Vote en PACA : les élections 2002 en Provence Alpes Côte d'Azur*, Paris, Karthala, 2004.

⁴⁷ « La communauté d'agglomération de Nice Côte d'Azur : un fort potentiel humain dans un espace à organiser », *Sud Insee*, n° 48, mars 2002

⁴⁸ G. JOURDAN, *op. cit.*

⁴⁹ « Au moins 520 000 pauvres en Provence-Alpes-Côte d'Azur », *Sud Insee*, n° 25, avril 2000.

⁵⁰ César CENTI, « Les enjeux du modèle niçois. L'approche localiste du développement en question », *Revue Economique*, vol. 44, n° 4, 1993.

⁵¹ César CENTI, *op. cit.*

⁵² « Travailler au pays », *Sud Insee*, n° 20, juillet 1999.

⁵³ César CENTI, *op. cit.*

Ainsi, plus que l'expression protestataire basée sur un sentiment de relégation sociale provenant de populations ouvrières victimes de la désindustrialisation de leur territoire, nous pouvons émettre l'hypothèse que le vote frontiste peut renvoyer aux craintes de déclassement social d'une partie de la société locale confrontée à des logiques de péri-urbanisation particulièrement rapides et porteuses de déséquilibres sociaux. Comme le soulignait Frédéric Sawicki à propos du Var, ces phénomènes peuvent s'incarner dans des tensions « identitaires » entre « natifs » et « étrangers », et donc dans le vote d'extrême droite.

UNE RESISTANCE LOCALE DE LA GAUCHE ?

Pour conclure, nous pouvons constater que la gauche résiste mieux dans le département lors des scrutins municipaux et cantonaux. Le Parti Socialiste a détenu, à la fin des années 1990, la moitié des cantons de la ville de Nice. De même, le Parti Communiste Français continue à exercer une influence prépondérante sur certains territoires, notamment dans la vallée du Paillon où il contrôle deux cantons et plusieurs municipalités (dont celles de Contes et de Drap). La conquête de la neuvième circonscription par André Aschieri, député Verts-PS, en 1997, traduit l'implantation locale de la gauche dans le moyen pays grassois où un certain nombre de villes moyennes sont toujours dirigées par la gauche, comme Valbonne, Mouans-Sartoux, ou Biot.

Il existe ainsi dans ces communes un phénomène de dissociation très net entre un important vote national à droite, et un vote local pour des maires de gauche. Mouans-Sartoux a par exemple donné une confortable majorité à son maire apparenté Verts André Aschieri en 2001, alors qu'elle a plébiscité Nicolas Sarkozy au premier (41 %) comme au second tour (64 %) des élections présidentielles de 2007. La ville de Contes, historiquement communiste, a de même reconduit en 2001 son maire PCF à 77 % alors que Sarkozy s'y est imposé en 2007 avec 65 % des voix⁵⁴.

Le maintien de ces loyautés locales n'est peut être pas entièrement explicable par un effet d'implantation, de proximité et de notabilisation. Joseph Martinetti avance ainsi plusieurs hypothèses pour interpréter ce phénomène. Selon lui, dans la vallée du Paillon, confrontés à la périurbanisation niçoise, les maires communistes répondent « en appliquant une politique volontariste de maîtrise du foncier » censée « protéger une identité locale faite de traditions rurales et ouvrières⁵⁵ ». Quant à Mouans-Sartoux ou Valbonne, les maires de gauche « revendiquent une politique culturelle et patrimoniale volontariste », adaptée aux exigences des modes de vie des néo-résidents jeunes et diplômés. De plus, la défense du cadre de vie attribuée à ces maires fait peut-être aussi écho aux inquiétudes d'une population arrivée dans les années 1980 et se sentant menacée par la densification et le développement urbain (77 % des habitants de Mouans-Sartoux vivent dans un logement individuel).

Ces hypothèses, présentées ici de manière purement exploratoire, viennent conforter la nécessité d'une sociologie électorale attentive aux jeux d'échelle. Il s'agirait notamment d'appréhender les modalités de constitution de loyautés locales, pouvant se révéler contradictoires avec les orientations électorales majoritaires se dégageant des mêmes territoires lors des scrutins nationaux. Un tel travail reste à faire, vu le peu de recherches portant sur les élections municipales et surtout sur les élections cantonales et le rôle politique du conseiller général.

⁵⁴ Marie-Georges Buffet n'a recueilli que 8,57% des voix au premier tour.

⁵⁵ J. MARTINETTI, *op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

- BEZIAS Jean-Rémy, *Le communisme dans les Alpes-Maritimes. 1920-1939*, Ed. Serre, Nice, 1988
- BOYER Marc, *L'invention de la Côte d'Azur*, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2002
- CALBO Dominique, « Les mutations d'un quartier laborieux. Riquier-Ste Agathe », *Recherches Régionales*, 1^{er} et 2^e trimestres 1980
- CENTI César, « Les enjeux du modèle niçois. L'approche localiste du développement en question », *Revue Economique*, vol. 44, n° 4, 1993
- COMTAT Emmanuelle, « La question du vote pied-noir », *Pôle Sud*, n° 24, 2006
- FRANCO Sébastien, « La faiblesse de la fédération des Alpes-Maritimes du Parti Socialiste depuis 1979 », mémoire de DEA Politique en Europe, sous la direction de Laurent Bouvet, 2003-2004, Université de Nice
- GARINO Audrey, « Le Parti Communiste dans les Alpes Maritimes depuis 1936 », Mémoire de M1 Science Politique, 2005-2006, sous la direction de Jean-Philippe Heurtin, Université de Nice
- GARNIER Jacques *et alii*, « Les modes de transition du tissu productif régional en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une étude comparative de quatre sites », LEST, Aix en Provence, 2004, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/08/63/37/PDF/modestrans.pdf>
- GERMAIN-MUSSO Françoise, « Une étape dans l'urbanisation de la vallée du Paillon. Pasteur-Bon Voyage : la transformation d'une banlieue campagnarde », *Recherches Régionales*, 1^{er} trimestre 1975
- GRATTON, Philippe, « Le communisme rural en Corrèze », *Le Mouvement Social*, n° 67, avril-juin 1969
- « Travailler au pays », *Sud Insee*, n° 20, juillet 1999
- « La communauté d'agglomération de Nice Côte d'Azur : un fort potentiel humain dans un espace à organiser », *Sud Insee*, n° 48, mars 2002
- JOURDAN Gabriel, « Ville automobile et planification urbaine. Le cas de la Côte d'Azur », GIR Maralpin, 2003, http://www.gir-maralpin.org/conferences/conferences_fichiers/ConfJourdan302.pdf
- KAYSER Bernard, « Aspects sociaux de la crise agraire : propriété et exploitation à Valbonne », *Revue Economique*, vol. 4, n° 1, janvier 1953
- KAYSER Bernard, « Economie et mobilité de la population dans les villages péri-urbains de la Côte d'Azur », *Revue économique*, vol. 11, n° 3, mai 1960
- MARTINETTI Joseph, « Un département bleu... Azur, entre conservatisme et localisme », *Hérodote*, 2^e trimestre 2004
- MISCHI Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du Parti Communiste Français », in HAEGEL Françoise (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007
- OLIVESI Dominique, « L'utilisation des rapatriés dans les Alpes-Maritimes (1958-1965) », 2002, Institut d'Histoire du Temps Présent, <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article368&lang=fr>
- OLIVESI Dominique, « Guerre politique et idéologique dans les Alpes-Maritimes (1958-1962) », 2002, Institut d'Histoire du Temps Présent, <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article364&lang=fr>
- PERRINEAU Pascal, « La dynamique du vote Le Pen : le poids du "gaucho-lepénisme" », in PERRINEAU, Pascal, YSMAL, Colette, *Le Vote de crise*, PFNSP, Paris, 1995
- PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989
- PUDAL Bernard, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5-6, 2002
- RAVEL D'ESCLAPON Gérard (de), « Regards sur l'horticulture azurienne », CIHEAM, 1971, <http://ressources.ciheam.org/om/pdf/r10/CI010407.pdf>
- ROGNANT Loïc, « La submersion de la Côte d'Azur : touristisation et urbanisation », *Recherches Régionales*, avril-juin 1987
- SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti Socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997
- TAFANI Pierre, *Les clientèles politiques en France*, Editions du Rocher, Monaco, 2003, p. 163
- TRAÏNI Christophe, « L'épicentre d'un "séisme électoral". Le vote Front national en région PACA », in TRAÏNI Christophe (dir.), *Vote en PACA : les élections 2002 en Provence Alpes Côte d'Azur*, Paris, Karthala, 2004